

VITIREV

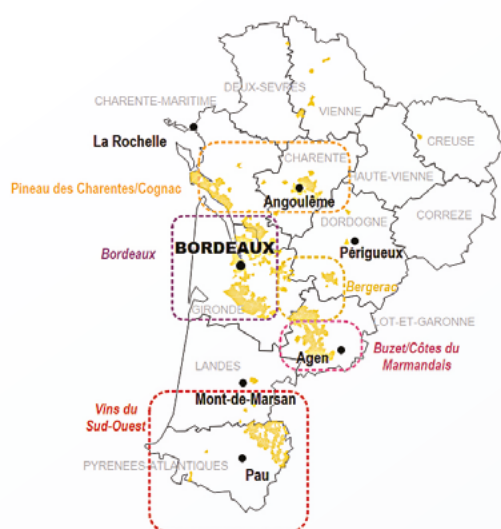
**Chef de file : Conseil Régional
Nouvelle-Aquitaine**

 **130** partenaires dont **6** collectivités

 Transition écologique
et énergétique, Agroécologie

 Territoires ruraux

 **2 100 000** personnes concernées



OBJECTIFS STRATÉGIQUES

- Sortir de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques en accompagnant les viticulteurs vers de nouvelles pratiques ;
- Développer un modèle permettant la protection des sols, de la biodiversité et assurer un cadre de vie de bien-être et de santé de tous ;
- Initier un dialogue inclusif entre viticulteurs, citoyens, associations, pouvoirs publics, scientifiques, formateurs, entreprises et investisseurs ;
- Soutenir les professionnels de la vigne et du vin dans l'évolution de leur savoir-faire, tout en préservant la typicité de leurs territoires face aux nouvelles contraintes climatiques.

AMBITION

La Région Nouvelle-Aquitaine a l'ambition, par le biais de sa filière viticole, de devenir le territoire « porte-drapeau » de l'agroécologie française : exemplaire, inspirante pour les autres territoires agricoles, et faisant davantage rayonner cette économie hors des frontières.

Il s'agira de développer un nouveau modèle agroécologique qui accompagnera le développement économique de la région tout en protégeant les sols et la biodiversité et en préservant un cadre de vie assurant bien-être et santé pour tous. Ce nouveau modèle s'appuiera sur une réduction massive des intrants phytosanitaires dans la filière et une mobilisation de tous les acteurs.

Le budget prévisionnel du projet atteint 244 M€.

IMPACTS À HORIZON 2030

- **Engager** 100 % des territoires viticoles de la région dans la démarche VitiREV ;
- **80 % des produits** utilisés compatibles avec l'agriculture biologique et réduction massive de la part des CMR (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) dans les produits utilisés ;
- **Certifier** 85 % des surfaces Bio, HVE ou ISO 14 001 ;
- **Gain en attractivité** et en compétitivité des territoires ruraux en agissant sur la formation et les compétences.

**13,6
M€**

Montant prévu
de subvention
par l'État (PIA)

**60
M€**

Potentiel
d'investissement
par l'État (PIA)